

prendre toutes les mesures possibles pour diminuer la tension immédiate, seul un règlement politique intervenu entre Israël et ses voisins peut établir la paix dans cette région. A ce propos, les trois gouvernements se sont réjouis de l'intervention envisagée de l'ONU à ce moment-ci, intervention rendue officielle depuis par la résolution que le Conseil de sécurité vient d'adopter à l'unanimité. Je suis sûr que nos meilleurs vœux de succès accompagnent le secrétaire général de l'ONU dans la très importante mission dont il est maintenant chargé par suite de cette résolution.

On a également discuté de façon générale les répercussions possibles des événements survenus dernièrement au sein du parti communiste en Russie. J'ai eu l'impression qu'on avait le sentiment que toute conclusion définitive sur l'importance de ces changements au long aller serait prématurée mais qu'à tout événement ils ne nous justifiaient nullement de relâcher nos efforts, tant sur le plan de la défense que de la diplomatie ou des négociations.

Ont également fait l'objet d'un examen les problèmes découlant de l'entrée en scène de nouveaux États en Asie et en Afrique, États qui sont aussi chatouilleux à l'égard de leur indépendance nationale qu'acharnés à assurer à leurs populations un plus grand bien-être. A ce sujet il y a eu un échange de vues sur l'à-propos de continuer à fournir de l'aide économique, sur le plan international, aux pays matériellement sous-développés, et notamment sur l'importance de dissiper tout sentiment portant qu'une telle aide de la part des pays de l'Ouest comporte des arrière-pensées ou s'inspire d'un autre esprit que la bonne entente et la compréhension. Au point de vue du Canada, nous avons exprimé l'avis qu'on pourrait aider à dissiper tous soupçons d'arrière-pensées en recourant davantage aux Nations Unies, du moins quant à utiliser l'Organisation comme un centre d'échange de plans, de programmes et de renseignements au sujet de régimes d'aide internationale. Nous avons estimé qu'on l'avait fait avec de bons résultats lors de la réunion annuelle du comité ministériel du Plan de Colombo et que peut-être il y avait lieu d'étendre cette méthode avec profit au champ d'action plus vaste des Nations Unies, de sorte qu'il deviendrait clair à toute la collectivité mondiale quel genre de mesures prennent divers pays et pourquoi ils le font.

Importance d'un commerce mieux balancé

Dans nos entretiens bilatéraux, j'ai souligné une fois de plus au Président l'importance d'un commerce mieux balancé entre nos deux pays. J'ai parlé de la balance défavorable actuelle de notre commerce visible, et j'ai mentionné que la compensation ou la correction de ce déséquilibre par des mouvements de capitaux, à l'occasion, suscitait quelque inquiétude en notre pays en faisant craindre que la prépondérance de notre mise en valeur économique, qui devrait rester aux Canadiens, n'en soit atteinte.

De plus, j'ai dit au Président que le moment me semblait venu de soumettre les problèmes de l'utilisation de l'énergie hydraulique des cours d'eau qui franchissent la frontière à une conférence qui pourrait réunir des représentants des deux gouvernements. Je pourrais peut-être m'étendre un peu sur ce point pour répondre à une question dont préavis a été donné par téléphone à mon bureau par l'honorable représentant de Kamloops (M. Fulton). Le problème n'a pas été discuté; j'ai simplement exprimé l'avis qu'il serait probablement souhaitable maintenant de le faire étudier par une conférence mixte de représentants des deux gouvernements, afin de tenter de dégager des solutions qui rendraient possible l'utilisation judicieuse de ces sources d'énergie hydro-électrique, pour le plus grand bien des gens à qui elles pourraient être utiles. La question n'est pas allée plus loin, et il fut convenu qu'elle serait reprise à l'occasion de discussions entre notre ministère des Affaires extérieures et le Secrétariat d'État des